



Cela aura sans doute échappé à la quasi-totalité des citoyens Français, mais il se déroule en ce moment un nouveau grand débat sur l'Éducation. Un débat présenté comme fondamental et dont l'organisation pourrait faire sourire si les conclusions que le ministre espère pouvoir en tirer n'étaient pas lourdes de conséquences pour l'avenir de l'Éducation Nationale... des conclusions que d'aucun estime déjà écrites depuis bien longtemps.

Suspicion infondée ? Pas sûr ! Dans les pas des « États généraux de la sécurité à l'École », qui après avoir soulevé de vraies problématiques n'ont abouti qu'à des solutions de posture et d'intimidation; la mise en place de la « Conférence nationale sur les rythmes scolaires » a en effet de quoi étonner. Pilotée par un comité dans lequel ne figure aucun représentant de parents d'élèves, d'enseignants ou de lycéens, (ce qui en dit long sur la pertinence de sa composition), le débat s'installe dans le paysage comme une « évidence »... téléguidée par un gouvernement qui feint d'en ignorer les causes et les objectifs.

Les causes d'abord. Si M Chatel n'était pas au ministère il y a deux ans, il ne peut néanmoins pas ignorer que si nous sommes aujourd'hui en train de nous interroger sur les rythmes scolaires, c'est d'abord parce que son prédécesseur a décidé, un beau matin, sans prendre le soin d'en discuter avec la communauté éducative, de supprimer le samedi matin. Au nom d'un énorme mensonge (les semaines de classe les plus longues) il a réussi avec l'Aide Personnalisée à imposer les journées scolaires les plus longues de l'OCDE tout en réduisant le nombre de jours de classe.

Quelle hypocrisie aujourd'hui, de constater que la même majorité politique porteuse de ce projet, vient s'insurger des conséquences de ses propres choix. Avec d'autant plus d'ironie que la quasi-totalité des arguments mis en avant aujourd'hui pour justifier le débat, a été introduit par cette réforme imposée sans concertation, sans réflexion et sans intelligence.

Nous n'y voyons pas l'effet d'une maladresse, mais plutôt le résultat d'une planification des réformes. Monsieur Darcos a préparé le terrain pour que Monsieur Chatel tente d'enfoncer le clou... au nom du bien des enfants.

Le « bien des enfants »... c'est justement la priorité qui doit présider à cette « Conférence sur les rythmes scolaires ». Et qui peut être contre? Personne, évidemment ! Surtout pas les enseignants et les parents d'élèves. Seulement, est-il possible de s'intéresser à ce sujet simplement par le petit bout de la lorgnette des « rythmes scolaires ». Que fait-on des moyennes par classe ? De la baisse du nombre d'enseignants spécialisés ? Du manque de remplaçants ? Des différences de dotation d'une ville à une autre ? Des pressions de plus en plus importantes qui pèsent sur une Ecole devant tout résoudre ? Que fait-on aussi du rythme de vie de parents ? Des temps sociaux qui évoluent en permanence ? Des besoins de structures périscolaires de qualité et abordables ?

De notre point de vue ne débattre que des rythmes scolaires n'a pas de sens... sauf à avoir déjà la conclusion du débat en poche ou un autre objectif : détourner l'attention au moment où les suppressions budgétaires vont encore dégrader les conditions d'enseignement dans les classes de nos élèves et de nos enfants.

Un débat qui semble donc biaisé et dont on constate sur le terrain à quel point il semble important. A vous de juger... d'après le site du rectorat, des réunions sont prévues sur tout le département, dès le 2 décembre. Seulement à l'heure à laquelle nous écrivons, nul ne sait où elles auront lieu, ni même qui y sera invité. C'est consternant et démontre peut-être involontairement tout l'intérêt que le recteur, le gouvernement portent à la contradiction qui pourrait leur être portée dans ces réunions.

Melun le 1er décembre

## « Rythmes scolaires : pour la réussite de tous les jeunes »

Telle est l'ambition de la FSU, réaffirmée dès le 8 juin, suite à l'annonce, par le ministre de l'éducation nationale, de la mise en place d'une « Conférence nationale sur les rythmes scolaires » et à l'installation de son comité de pilotage. La réussite des élèves est la préoccupation première de la FSU dans ce débat, et nous voulons croire qu'elle est partagée par l'ensemble des parties concernées. Nous ne pouvons néanmoins entamer cette note sans revenir brièvement sur le poids du contexte, avec notamment une politique éducative tout entière tendue vers les suppressions massives de postes dans la fonction publique d'Etat, l'éducation nationale étant la cible principale vu son poids en termes de personnels. Le débat sur les rythmes ne saurait donc être utilisé pour trouver de nouveaux « gisements » de moyens à récupérer. Alors que les attentes sociales vis à vis de l'école sont de plus en plus grandes et que les pressions sont de plus en plus fortes sur les jeunes eux-mêmes, il serait illusoire de penser que la réussite scolaire pourrait se régler par la seule question des rythmes scolaires. Que penser par ailleurs d'un débat national sur les rythmes scolaires qui ne donne ni à la principale fédération syndicale de l'éducation nationale ni à aucun syndicat enseignant, ni à aucun représentant des parents d'élèves ou des lycéens, une place dans un comité de pilotage pourtant largement ouvert à des organismes et personnalités représentant des intérêts divers, parfois importants, mais pour beaucoup assez éloignés du monde de l'éducation ? La FSU prendra cependant toute sa place à tous les niveaux dans ce débat.



## Rythmes scolaires et rythmes de vie des enfants et des jeunes : une problématique complexe.

Il convient de lier la question des rythmes scolaires à celle plus générale des rythmes de vie des enfants et des jeunes. Par exemple, la fatigue des élèves, dont il est beaucoup question, et dont l'école est communément rendue responsable, est souvent due à une insuffisance du temps de repos et de sommeil : coucher trop tardif (TV, vie sociale des familles, jeux d'écrans divers ...), réveil très matinal (travail des parents et accueil à l'école parfois dès 7h30, ramassage scolaire), excès d'activités extrascolaires culturelles et sportives, ... peuvent être responsables de cette fatigue qui rend plus aléatoires l'attention à l'école, les apprentissages et la réussite scolaires.

Autres facteurs de fatigue, l'environnement (bruit, espace), la qualité des locaux scolaires, les conditions de la restauration, les conditions d'apprentissage des élèves (une classe de 30 élèves est plus bruyante et plus fatigante qu'un groupe réduit)... Dans le même esprit, il

convient de lier la problématique des rythmes scolaires au « temps de travail » global des élèves, incluant outre les heures de classe ou de cours, le travail à la maison (les leçons et les devoirs). C'est un élément très important, car très discriminant en terme de réussite scolaire. Or des dispositifs d'aide aux élèves (aide personnalisée à l'école primaire, accompagnement personnalisé au lycée) sont mis en place sur le temps scolaire ces dernières années au prix d'une réduction des horaires d'enseignements, sans constituer une réponse pertinente aux difficultés. Ce n'est pas en réduisant les heures d'enseignement qu'on peut assurer la réussite des élèves. L'accompagnement éducatif, tel qu'il est mis en place dans les collèges ainsi que dans les écoles en éducation prioritaire, est un dispositif aux contenus mal définis : il faut penser l'organisation du temps périscolaire dans le cadre d'une réflexion sur le temps global de l'enfant et de l'adolescent et en articulation avec celle du temps scolaire.

### Se rappeler que les rythmes scolaires ne sont pas responsables de toutes les difficultés des élèves et du système éducatif.

#### Il faut d'abord mettre les contenus et les pratiques au cœur de la réflexion.

Nul ne peut donc contester la nécessité d'améliorer les rythmes de vie et de travail des élèves dans la perspective d'une meilleure réussite de tous. Cependant, le discours ministériel, largement repris par les médias, tend à laisser penser que « les rythmes » sont les principaux, voire les uniques responsables de l'échec scolaire d'un nom-

#### Ne pas nier certaines évidences

La volonté de traiter de temps ne permet pas l'appairer rythmes scolaires et ternance 7-2 pourtant rythmes de vie n'a pas connue comme étant la pour fonction d'exonérer mieux adaptée ; le temps le système éducatif de et les conditions de la ses responsabilités et de pause méridienne ne perpasser sous silence ses mettent pas toujours un carences. Certaines évi- vrai moment de détente ; dences s'imposent : les bon nombre d'élèves sont emplois du temps compli- peu concentrés le vendredi après-midi et mettent lycéens conduisent sou- du temps à se reconcentrent à une répartition très rer le lundi ; ils ont aussi inégale des cours dans la besoin de temps pour rejournee comme dans la mobiliser leurs connaissances après 2 mois de ces d'enseignement sont vacances l'été. Une ré- peu profitables (de 17 à flexion sérieuse est donc 18h par exemple) ; la se- nécessaire pour que l'ormaine actuelle de 4 jours organisation de l'école dans le premier degré fait (journée, semaine et an- l'unanimité contre elle ; le née scolaire) et son cadre 1er trimestre est trop long de fonctionnement soient et le zonage des vacan- pensés dans l'intérêt des ces d'hiver et de prin- élèves.

bre important d'élèves. Or, les rythmes scolaires ne sont qu'un facteur parmi d'autres de la réussite ou de l'échec.

S'intéresser à la fatigue des élèves et à leur capacité d'attention suppose certes de considérer leurs « temps de vie » de façon globale (heures de cours, leçons, devoirs, mais aussi loisirs, vie familiale et sociale...). Mais on ne peut s'exonérer d'une interrogation sur les contenus d'enseignement qu'on leur propose, leurs conditions de travail au sein de la classe (effectifs, travail trop souvent en classe entière), l'articulation entre le travail dans et hors la classe... *Un système idéal ne serait-il pas celui où l'élève aurait sinon terminé, ou du moins bien avancé son travail scolaire à la sortie du collège, du lycée, quitte à passer plus de temps en classe, mais dans des conditions (temps pour apprendre, pour faire, pour réinvestir...) qui lui permettent de mieux entrer dans les apprentissages et de réaliser tout ou partie du travail personnel donné en prolongement des cours ?*

L'éclairage apporté par les chrono-biologistes peut être intéressant : aucun n'est favorable à la concentration de cours le matin ; ils conseillent tous de tenir compte de la rythmicité de la vigilance pour organiser la journée scolaire. Mais c'est aussi et surtout une question de pédagogie : la question essentielle n'est-elle pas de définir les conditions à réunir, quelle que soit la discipline enseignée, pour que les élèves soient mis en situation de profiter au mieux du temps passé en classe ? Cela implique de faire alterner les modes de mise en activité des élèves avec des travaux en classe complète, mais aussi en groupes restreints, voire en petits groupes, avec plus d'activités expérimentales, de travaux pratiques, d'éducation physique et sportive, de pratique artistique, →

→ avec des moments de concentration, de réalisations, de prise d'initiative, ... et de détente.

Rappelons que ce sont toutes les disciplines qui concourent à la formation complète de chaque individu : à ce titre, les enseignements artistiques et l'EPS doivent demeurer des enseignements à part entière dans le cadre du temps scolaire. Il faut à l'évidence repenser l'organisation du système éducatif, non pas dans le sens de « moins d'école » mais dans celui de « plus et mieux d'école » en donnant aux établissements les moyens en termes de structures pour revoir en profondeur les conditions d'études des élèves (effectifs allégés, classes dédoublées quand c'est nécessaire, locaux spacieux, de qualité et bien équipés, ateliers variés ...). Porter la scolarité obligatoire à 18 ans permettrait par ailleurs de desserrer les contraintes en donnant plus de temps aux jeunes pour s'approprier une culture commune ambitieuse. Il s'agit aussi d'améliorer leur encadrement en dehors de la classe, notamment par des équipes de vie scolaire plus « étoffées » au collège et au lycée. Cela implique un renforcement de la formation des enseignants et de l'ensemble des personnels, à l'opposé de ce qui se met en place actuellement.

*Pendant ce temps-là,  
au comité de réflexion sur  
les rythmes scolaires...*



### **La place des enseignants et de l'ensemble des personnels dans ce débat**

Si l'ensemble des problèmes abordés ci-dessus doivent avoir comme objectif essentiel la réussite de tous les élèves, il est néanmoins légitime et indispensable que les propositions qui émaneront du débat contribuent à l'amélioration des conditions de travail des enseignants et de l'ensemble des personnels des écoles, collèges et lycées. Quel avenir aurait une modification des rythmes scolaires qui se ferait contre la volonté et l'intérêt des personnels ?

Pour la FSU et ses syndicats, il serait totalement inacceptable d'alourdir une charge de travail déjà très importante, à travers une révision des services à la hausse. Réduire la durée des vacances, notamment d'été, ne serait pas acceptable si cela devait se traduire par une augmentation des services des personnels.

### **L'expérimentation1 « cours le matin, sport l'après-midi » une fausse bonne idée**

Le « modèle Allemand » que Luc Châtel a décidé d'expérimenter dès cette rentrée dans 124 collèges, lycées et LP, alors même que la réflexion nationale sur les rythmes ne fait que commencer, n'est ni scientifiquement pertinent, ni pédagogiquement acceptable. Il est d'ailleurs contesté et remis en cause en Allemagne. L'expérimentation s'appuie sur une conception très hiérarchique des disciplines, et tend à repousser les enseignements artistiques et l'EPS à la périphérie voire hors de l'école, tout en surchargeant les élèves le matin, au mépris des préconisations de beaucoup de chrono-biologistes. Ce n'est pas d'un tel rythme dont les élèves en difficulté ont besoin. La FSU dénonce cette fausse piste « poudre aux yeux » qui fait peser de lourdes menaces sur l'organisation des EPLE.

**En conclusion**, la FSU souhaite que la Conférence nationale sur les rythmes scolaires réaffirme comme première priorité la réussite de tous les élèves. Le prisme des rythmes ne doit pas être un alibi pour imposer des éléments de réforme ayant d'autres objectifs que celui-là. Des décisions qui n'amélioreraient les conditions d'étude que de certains élèves, sans viser la démocratisation de l'ensemble du système, seraient inacceptables. Elle réaffirme fortement l'importance déterminante au-delà de l'organisation du temps scolaire, de la qualité de celui-ci, notamment en termes de mise en activité des élèves. La FSU souhaite également que la Conférence soit l'occasion d'entendre les personnels de l'éducation nationale, et particulièrement les enseignants des écoles, collèges, lycées et LP, dans leur revendication de meilleures conditions de travail et de meilleure formation à leurs métiers. Il n'y aura pas de bonne proposition d'évolution de l'organisation de l'école qui jouerait les uns contre les autres.

C'est cet ensemble d'analyses et de propositions que les syndiqués de la FSU porteront dans le débat national et les débats décentralisés.

### Des pistes de réflexion...

Le ministre veut agir vite et annoncer une modification du calendrier scolaire, sans attendre les résultats de l'expérimentation « cours le matin, sport l'après-midi » qui a débuté dans 83 collèges et 41 lycées, alors même que l'Allemagne est en train de mettre fin à une telle organisation, d'ailleurs contestée par les chronobiologistes.

La question des rythmes scolaires concerne l'ensemble du système éducatif, son organisation et ses missions : elle nécessite donc que tous les acteurs de la formation s'en emparent.

Or, les entrées ministérielles dans ce débat sont considérablement réduites. Seules certaines données sont mises en avant : des journées trop longues générant fatigue et stress, un nombre de jours de classe parmi les plus bas en Europe, un nombre d'heures de cours supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE...

D'autres, primordiales, sont soigneusement occultées : quelle scolarité obligatoire pour transmettre quelle culture commune, quels contenus, quelles pratiques pédagogiques ?

L'idée sous-jacente est toujours qu'il faudrait « moins d'école » et dans le même temps les pressions économiques, budgétaires, les demandes de certaines familles, peuvent conduire à une simple diminution du temps scolaire accompagnée d'un renvoi à l'extérieur de toutes les activités culturelles, sportives, artistiques, voire des enseignements d'EPS, d'arts plastiques, d'éducation musicale.

#### **Des propositions/ revendications pour le premier degré :**

Déconnexion du temps des élèves / du temps des enseignants

- une rupture avec le schéma « un maître / une classe », et l'exercice solitaire du métier
- une organisation différente (petits groupes, co-intervention...)

- une articulation polyvalence du maître / polyvalence de l'équipe

- plus de maîtres que de classes
- 21h devant élèves + 3 h de concertation (travail en équipe) pour aller vers 18h + 3h

les créations de postes nécessaires

#### **Des propositions/revendications pour le second degré :**

Pour le SNES, la question des rythmes scolaires doit être posée en partant des missions de l'école et des objectifs de formation initiale qu'on se donne pour toute la jeunesse, tant en terme de culture commune que de qualification, en s'intéressant au temps global de l'élève et à l'articulation entre travail dans et hors la classe.

Certes, on ne peut nier les évidences : emplois du temps compliqués, mauvaise répartition des cours sur la journée et la semaine, pause méridienne trop courte, longueur du premier trimestre, mauvais zonage des vacances... ont un impact important sur la réussite des jeunes. Mais les rythmes scolaires ne constituent qu'un facteur parmi d'autres.

La question essentielle est avant tout pédagogique et il faut à l'évidence repenser le système éducatif dans le sens de « plus et mieux d'école », en créant les conditions pour que tous les élèves entrent réellement dans les apprentissages.

Il est tout aussi nécessaire de parler de la qualité des locaux, de la restauration scolaire, de l'encadrement éducatif, de la formation des enseignants, de dénoncer les réductions budgétaires et les suppressions de postes, les réformes en cours, le renforcement de la ghettoïsation sociale des établissements...

Les propositions qui émaneront du débat devront aussi contribuer à l'amélioration des conditions de travail des personnels.

Et il ne faudrait pas non plus occulter la question des rythmes et de la qualité de vie des jeunes hors de l'École. L'objectif essentiel reste la réussite des élèves.

#### **La question du « sport »**

##### **Quelle place pour l'EPS et le Sport Scolaire ?**

Concomitamment à l'ouverture des débats sur les rythmes scolaires, le Ministre a proposé une expérimentation « cours le matin, sport l'après-midi » suivant en cela les préconisations du Président de la République qui s'était à plusieurs reprises prononcé pour l'augmentation du sport à l'école. Cet accent sur le « plus de sport » montre toutefois, en jouant sur la confusion qui peut exister dans l'opinion publique entre EPS et Sport, qu'il ne s'agit nullement d'envisager l'augmentation des heures d'EPS pour tous-tous mais plutôt de proposer des pratiques variées. Il s'agit d'une « déconsidération » de cette discipline et de celle des arts en les pointant comme des enseignements accessoires sans objectifs propres et ne concourant à la formation des jeunes qu'à travers des objectifs et finalités transversaux. On passerait donc d'un enseignement de l'EPS à des pratiques de sports... (id. pour les pratiques culturelles). Seule l'EPS est à même de « toucher » l'ensemble de la population scolaire quels que soient le niveau, le sexe, le milieu d'origine des élèves. Elle propose un apprentissage culturel critique en acte qu'il est nécessaire de développer, tout comme le sport scolaire permet la mise en situation dans un cadre associatif des apprentissages réalisés en EPS. Ce système devrait pouvoir être développé dans l'ensemble des disciplines, ce qui permettrait aux apprentissages de prendre sens et vie dans un contexte associatif.

L'EPS ne peut donc être minorée dans la place qu'elle doit occuper dans la formation des jeunes et doit dépasser les seules notions de bien-être, de défoulement et de santé qu'on veut lui attribuer en parlant de sport à l'école. Afin de donner toute sa place à cette discipline, dans l'esprit d'une meilleure adéquation entre le temps scolaire et la vie des jeunes, nous proposons d'ajouter au socle commun une 8<sup>ème</sup> compétence « Pratique et maîtrise des principaux éléments de la culture physique et sportive » qui serait une contribution originale à l'enrichissement de la vie scolaire